

Le Scan de la Finance Fossile



Le défi: réduire la production de pétrole et de gaz

- Le développement du pétrole et du gaz: incompatible avec une trajectoire de réchauffement limitée à 1,5°C
- Une priorité d'action: les secteurs d'activité pétroliers et gaziers les plus risqués
- Une commande politique de Bruno Le Maire qui appelle une réponse

Le Scan de la Finance Fossile: un outil d'évaluation des acteurs financiers

- 56 acteurs financiers passés au crible
- Une analyse centrée sur les 5 secteurs les plus risqués
- Des politiques évaluées selon 4 critères
- Comment marche l'outil ?

L'état des lieux: qui finance encore les activités pétrole et gaz les plus risquées?

- Trop peu de politiques couvrent les secteurs d'activité pétrole et gaz les plus risquées
- Lorsqu'elles existent, les politiques sont trop lacunaires
- Tous les acteurs peuvent encore soutenir l'expansion dans ces secteurs risqués
- Les acteurs financiers doivent revoir leur copie d'ici la COP 26

I. Le défi : réduire la production de pétrole et de gaz

Le développement du pétrole et du gaz : incompatible avec une trajectoire de réchauffement limitée à 1,5°C

Suite au rapport spécial du GIEC sur les trajectoires permettant de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement, L'[Emission Gap Report](#) et le [Production Gap Report](#) des Nations Unies mettent en évidence le besoin d'action rapide ainsi que le lien entre atteinte des objectifs climatiques et diminution de la production d'énergies fossiles : les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 7,6 % chaque année d'ici 2030 et la production de pétrole et de gaz de respectivement 4 % et 3 % par an pour rester sur une trajectoire + 1,5 °C. La consommation des réserves de pétrole et de gaz existantes suffirait largement à entraîner un réchauffement dépassant 1.5°C.

Une priorité d'action : les secteurs d'activité pétroliers et gaziers les plus risqués

Bien que tout pétrole et gaz soit nocif pour le climat, ceux produits en Arctique, en offshore très profond, à partir de sables bitumineux, et à partir de roche de schistes, sont les champions de la course à la destruction de l'environnement du fait de leurs nombreuses externalités négatives. Ils sont associés à de lourdes violations des droits humains et/ou menacent la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il est d'autant plus urgent d'agir et d'en sortir que l'ensemble des réserves exploitées ou sujettes à des plans d'exploitation dans ces secteurs (offshore exclu) suffirait à consommer entre 41.2% et 65.8%¹ du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Il est indispensable de cesser le développement d'infrastructures permettant la croissance de ces secteurs. Y compris les projets de gazoducs et terminaux de liquéfaction de gaz fossile (GNL) qui contribuent au développement du gaz de schiste aux Etats-Unis et augmentent l'intensité carbone de l'électricité produite (jusqu'à rivaliser avec celle du charbon).

En sortir suppose de commencer par endiguer leur croissance en cessant tous services financiers qui iraient au développement de ces secteurs, de l'extraction aux infrastructures de transport, transformation ou stockage.

Une commande politique de Bruno Le Maire qui appelle une réponse

Cette exigence climatique, sociale et environnementale rejoint une demande politique. En octobre 2020, [Bruno Le Maire appelait les acteurs de la place de Paris](#) à se doter de stratégies de sortie des pétrole et gaz "non conventionnels". En réponse, d'ici la COP 26, de nombreux acteurs financiers de la place de Paris doivent revoir leur copie. C'est pourquoi nous publions le Scan de la Finance Fossile : il s'agit de faire le point sur l'état des politiques actuelles et identifier les leviers pour les renforcer d'ici la fin de l'année.

¹ Calcul basé sur les volumes estimés par OCI de réserves actuellement ou prévues en exploitation, un budget carbone de 500GtCO₂ en accord avec les estimation du GIEC ([SR15_Summary_Volume_french.pdf \(ipcc.ch\)](#) Para. C.1.3), et les taux d'émissions par carburant fournis par l'U.S. Environment Protection Agency ([Greenhouse Gases Equivalencies Calculator - Calculations and References | Energy and the Environment | US EPA](#)). L'incertitude est liée au ratio gaz/pétrole extrait de l'Arctique, de l'offshore profond, et des roches de schistes.

II. Le Scan de la Finance Fossile : un outil d'évaluation et de comparaison des acteurs financiers

56 acteurs financiers passés au crible

Le scan a pour objectif d'évaluer les politiques pétrole et gaz des acteurs financiers français. 56 acteurs - banques, assureurs, gestionnaires d'actifs - ont été identifiés comme pertinents parce qu'ils ont adopté une politique à notre connaissance, et/ou qu'ils sont présents dans notre outil d'évaluation des politiques charbon et/ou qu'ils apparaissent dans le classement des 500 plus importants gestionnaires d'actifs mondiaux.

Une analyse centrée sur les 5 secteurs les plus risqués

Elle est centrée sur les politiques d'exclusion en matière de pétrole et gaz extraits en Arctique, pétrole et gaz en eaux profondes, pétrole issu de sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste extraits par fracturation hydraulique et enfin l'intégralité de la chaîne de valeur du gaz naturel liquéfié (GNL). L'évaluation regarde également si au-delà de ces sous-secteurs, l'acteur financier s'est engagé sur une politique de sortie du pétrole et du gaz. Notre analyse porte à chaque fois sur l'intégralité du cycle de production : l'exploration, l'extraction, le transport et le stockage.

Des politiques évaluées selon 4 critères

Les politiques pétrole et gaz sont évaluées sur une grille de notation cohérente et transparente fondée sur quatre critères clés :

1. Le degré d'exclusion des financements de projets, des investissements directs et des services dédiés.
2. Le degré d'exclusion des entreprises prévoyant de nouveaux projets, sur l'ensemble du cycle de production.
3. Le degré d'exclusion des entreprises les plus exposées aux différents secteurs, en se basant sur une exposition relative ou absolue calculée à partir des volumes de réserve ou de production ou des revenus
4. La qualité de la stratégie globale de sortie des 5 secteurs les plus risqués, et des hydrocarbures en général.

Les résultats de l'évaluation pour chaque acteur sont disponibles ici :

<https://reclaimfinance.org/site/scan-finance-fossile/>

Comment marche l'outil ?

L'outil se présente sous la forme d'un tableau avec l'ensemble des acteurs : vous pouvez jouer avec les différents filtres ou cliquer directement sur le nom d'un acteur pour découvrir les explications derrière les notes attribuées à chaque acteur.

Type	Institution financière	Projets	Développeurs	Exposition	Stratégie de sortie
Gestionnaire d'actifs	+ CPR AM	0	0	0	0
Gestionnaire d'actifs	+ Crédit Agricole - Amundi	0	0	0	0
Détenteur d'actifs	+ Crédit Agricole Assurances	0	0	0	0
Banque	+ Crédit Agricole	5	0	0	0
Gestionnaire d'actifs	+ Crédit Mutuel AM	N/A	5	4	0
Détenteur d'actifs	+ Crédit Mutuel - Assurances	N/A	5	4	0
Banque	+ Crédit Mutuel	9	5	4	0
Gestionnaire d'actifs	+ Ecofi Investissements <input checked="" type="checkbox"/>	N/A	0	0	0

III. L'état des lieux : qui finance encore les activités pétrole et gaz les plus risquées ?

Trop peu de politiques couvrent les secteurs d'activité pétrole et gaz les plus risquées

Moins de la moitié des acteurs (25 sur 56) ont une politique couvrant un des cinq secteurs les plus risqués. Aucun acteur n'a encore de politique permettant de réduire l'exposition sur tous les secteurs d'activité les plus risqués.

Secteurs d'activité	Nombre d'acteurs avec une politique existante
Sables bitumineux	22
Gaz/pétrole de schiste	16
Forages en Arctique	13
Gaz Naturel Liquéfié (GNL)	6
Forages en eaux très profondes	4

Parmi les acteurs qui n'ont aucune politique figurent des géants financiers comme Amundi et Lyxor, filiale du groupe Société Générale. D'autres poids lourds n'ont pas de politique sur des secteurs dans lesquels ils sont très investis : c'est le cas d'AXA qui, selon nos calculs, en 2020, comptabilisait 2,3 milliards de dollars d'investissements et d'obligations dans les 100 entreprises les plus exposées au pétrole et gaz de schiste.

Lorsqu'elles existent, les politiques sont trop lacunaires

Le plus souvent, les politiques excluent les projets mais pas les entreprises

- Trop souvent, les politiques des banques et assureurs se limitent à exclure les financements dédiés aux projets, mais n'excluent pas les financements aux entreprises qui développent de tels projets, ou alors, avec des seuils trop élevés. Par exemple, AXA qui s'interdit d'assurer des projets de sables bitumineux mais peut encore assurer les entreprises qui en développent.

Les politiques qui excluent les entreprises n'excluent pas les majors pétrolières et gazières qui développent des projets dans ces sous-secteurs :

- Quand les politiques restreignent les soutiens aux entreprises, elles excluent les entreprises les plus exposées en part d'activité, et non celles qui sont les plus actives dans les secteurs ou celles qui s'y développent. C'est par exemple le cas de BNP Paribas qui s'est engagé à exclure les producteurs spécialisés dans le pétrole et gaz de schiste mais pas les entreprises diversifiées qui y investissent massivement. Résultat, BNP Paribas est, en valeur absolue, la banque à avoir augmenté le plus au monde ses financements au pétrole et gaz de schiste entre 2019 et 2020.
- C'est aussi le cas par exemple de la Société Générale qui excluent les entreprises qui ont plus de 50% de leur activité en Arctique, un seuil bien trop élevé pour couvrir les entreprises à l'avant-garde de l'expansion dans ces secteurs, comme la major pétrolière et gazière Total dont les 5 nouveaux mégaprojets en Arctique ne représentent "que" 5% de ses activités.

Les politiques ne couvrent quasiment jamais toute la chaîne de production

- Les politiques vont se limiter à exclure les activités d'extraction mais autoriser les soutiens à la construction d'infrastructures de transport, comme les pipelines ou les terminaux de liquéfaction et d'exportation, qui jouent un rôle significatif dans le développement d'un secteur.
- BNP Paribas est le seul acteur financier à explicitement cesser de soutenir la construction de terminaux méthaniers aux Etats-Unis, que ce soit directement au niveau des projets ou à travers des soutiens aux entreprises. A l'inverse, les trois autres banques françaises peuvent toujours financer ces terminaux. Natixis par exemple s'est engagé à exclure les entreprises d'extraction de pétrole et gaz de schiste mais pas les entreprises actives sur le reste de la chaîne de production.

Trop souvent, les politiques couvrent uniquement le pétrole, laissant de côté le gaz :

- Par exemple, Crédit Agricole qui s'interdit de financer les projets d'extraction de pétrole en Arctique mais s'autorise à financer les projets gaziers, pourtant tout aussi destructeurs pour l'Arctique. A ce jour, Crédit Agricole figure quand même parmi les 10 banques au monde les plus impliquées dans la région : près d'1,4 milliards \$US de financements aux entreprises parmi les plus actives dans l'Arctique.

Tous les acteurs peuvent encore soutenir l'expansion dans ces secteurs risqués

Actuellement, aucun acteur financier n'a encore de politique qui exclut explicitement tous soutiens à l'expansion dans ces secteurs d'activité très risqués. C'est pourtant le coeur du défi climatique : l'urgence c'est de cesser les soutiens aux vellétés d'expansion de l'industrie pétrolière et gazière, notamment dans les secteurs d'activité les plus risqués et concentrant le plus d'externalités négatives.

Le Scan de la Finance Fossile voit poindre quelques volontés pour endiguer l'expansion de l'industrie pétrolière et gazière mais ces mesures restent beaucoup trop timides :

- Crédit Mutuel s'engage à ne plus financer l'exploration de nouveaux champs pétroliers (conventionnels ou non) et de nouveaux champs de gaz non conventionnels. C'est une 1^{ère} étape qu'il faudrait renforcer en excluant également l'exploitation de nouveaux champs pétroliers et gaziers
- Sycomore qui plafonne la capacité d'extraction et exclut une entreprise dès lors que des CAPEX sont alloués à un projet de développement de nouvelles capacités.

Aucun acteur ne répond à la commande politique du Ministre B. Le Maire qui demande aux acteurs financiers français de sortir des secteurs non-conventionnels. OFI AM est le seul acteur financier à prévoir une stratégie de sortie 2030 mais uniquement sur les gaz de schiste et les sables bitumineux, et sans exclure d'ici là de soutenir l'expansion dans ces secteurs risqués.

Les acteurs financiers doivent revoir leur copie d'ici la COP 26

En novembre, se tiendra à Glasgow la conférence climat la plus importante depuis la COP21 en 2015. D'ici là, les acteurs financiers doivent absolument revoir leur copie. Dans un courrier adressé aux directions des 56 acteurs évalués dans le Scan de la Finance Fossile, nous lançons un appel urgent à annoncer **la fin immédiate des soutiens directs et indirects facilitant l'ouverture de nouveaux projets de production et d'infrastructures de pétrole et de gaz dans les secteurs d'activité les plus risqués.**

FIN.